

## **Etat des Risques et Pollutions**

En application des articles L125-5 à 7 et R125-26 du code de l'environnement.

Référence : AURIK\_CA-COLIN221221FB\_SI02210459

Pour le compte de e-maidiag

Date de réalisation : 22 décembre 2021 (Valable 6 mois)
Selon les informations mises à disposition par arrêté préfectoral : N° 79176-IAL-1 du 25 mars 2019.

#### REFERENCES DU BIEN

Adresse du bien
3 La Gueriniere
79340 Ménigoute

Vendeur

Credit Agricole co/ COLIN Thierry et Catherine Acquéreur

\_



#### **SYNTHESES**

A ce jour, la commune est soumise à l'obligation d'Information Acquéreur Locataire (IAL). Une déclaration de sinistre indemnisé est nécessaire.

Etat des Risques et Pollutions (ERP)							
	Votre com	Votre commune			Votre immeuble		
Туре	Nature du risque	Etat de la procédure	Date	Concerné	Réf.		
	Aucune procédure en vigueur sur la commune			-	-	-	
	Zonage de sismicité	: 3 - Modérée		oui	-	-	
Zonage du potentiel radon : 3 - Significatif (2)			oui	-	-		

Etat des risques approfondi (Attestation Argiles / ENSA / ERPS)	Concerné	Détails
Zonage du retrait-gonflement des argiles	Non	Aléa Résiduel
Plan d'Exposition au Bruit <sup>(3)</sup>	Non	-
Basias, Basol, Icpe	Non	0 site* à - de 500 mètres

<sup>\*</sup>ce chiffre ne comprend pas les sites non localisés de la commune.

Attention, les informations contenues dans ce tableau de synthèse sont données à titre informatif. Pour plus de détails vous pouvez commander un Etat des risques approfondi.

<sup>(1)</sup> Zonage sismique de la France d'après l'annexe des articles R563-1 à 8 du Code de l'Environnement modifiés par les Décrets n°2010-1254 et n°2010-1255 du 22 octobre 2010 ainsi que par l'Arrêté du 22 octobre 2010 (nouvelles règles de construction parasismique - EUROCODE 8).

<sup>(2)</sup> Situation de l'immeuble au regard des zones à potentiel radon du territoire français définies à l'article R.1333-29 du code de la santé publique modifié par le Décret n°2018-434 du 4 juin 2018, délimitées par l'Arrêté interministériel du 27 juin 2018.

<sup>(3)</sup> Information cartographique consultable en mairie et en ligne à l'adresse suivante : https://www.geoportail.gouv.fr/donnees/plan-dexposition-au-bruit-peb



Attention, les informations contenues dans ce tableau de synthèse sont données à titre informatif et ne sont pas détaillées dans ce document.

Etat des risques complémentaires (Géorisques)				
	Risques	Concerné	Détails	
	TRI : Territoire à Risque important d'Inondation	Non	-	
	AZI : Atlas des Zones Inondables	Oui	Présence d'un AZI sur la commune sans plus d'informations sur l'exposition du bien.	
Inondation	PAPI : Programmes d'actions de Prévention des Inondations	Non	-	
	Remontées de nappes	Oui	Zones potentiellement sujettes aux inondations de cave, fiabilité FAIBLE (dans un rayon de 500 mètres).	
Installation nucléaire		Non	-	
Mouvement de terrain		Non	-	
īÆ	BASOL : Sites pollués ou potentiellement pollués	Non	-	
Pollution des sols, des eaux ou de l'air	BASIAS : Sites industriels et activités de service	Non	-	
ou de l'air	ICPE : Installations industrielles	Non	-	
Cavités souterraines		Non	-	
Canalisation TMD		Non	-	



Réf. AURIK\_CA-COLIN221221FB\_SI02210459 - Page 3/10



## SOMMAIRE

Synthèses	
mprimé officiel	4
Déclaration de sinistres indemnisés	
Prescriptions de travaux, Documents de référence, Conclusions	
Annexes	





## Etat des Risques et Pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et pollution des sols

en application des articles L.125-5 à 7, R.125-26, R.563-4 et D.563-8-1 du Code de l'environnement et de l'article L.174-5 du nouveau Code minier 1. Cet état, relatif aux obligations, interdictions, servitudes et prescriptions définies vis-à-vis des risques naturels, miniers ou technologiques concernant l'immeuble, est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral n° 79176-IAL-1 25/03/2019 du Situation du bien immobilier (bâti ou non bâti) Document réalisé le : 22/12/2021 2. Adresse 3 La Gueriniere 79340 Ménigoute 3. Situation de l'immeuble au regard de plans de prévention des risques naturels [PPRn] L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn prescrit L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn appliqué par anticipation Х non L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn approuvé non X Les risques naturels pris en compte sont liés à : (les risques grisés ne font pas l'objet d'une procédure PPR sur la commune) L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPRn non X 4. Situation de l'immeuble au regard de plans de prévention des risques miniers [PPRm] L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRm prescrit non X appliqué par anticipation L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRm L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRm approuvé Les risques miniers pris en compte sont liés à : (les risques grisés ne font pas l'objet d'une procédure PPR sur la commune) L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPRm 5. Situation de l'immeuble au regard de plans de prévention des risques technologiques [PPRt] L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRt approuvé non X non X L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRt prescrit Les risques technologiques pris en compte sont liés à : (les risques grisés ne font pas l'objet d'une procédure PPR sur la commune) L'immeuble est situé en secteur d'expropriation ou de délaissement non X L'immeuble est situé en zone de prescription non X 6. Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité n application des articles R 563-4 et D 563-8-1 du code de l'environnement modifiés par l'Arrêté et les Décrets n°2010-1254 / 2010-1255 du 22 octobre 2010. L'immeuble est situé dans une commune de sismicité : Modérée zone 5 zone 4 zone 3 X 7. Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte du potentiel radon en application des articles R125-23 du code de l'environnement et R1333-29 du code de la santé publique, modifiés par le Décret n°2018-434 du 4 juin 2018 L'immeuble se situe dans une 7one à Potentiel Radon : Significatif zone 3 X zone 2 zone 1 8. Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe naturelle L'information est mentionnée dans l'acte authentique constatant la réalisation de la vente 9. Situation de l'immeuble au regard de la pollution des sols L'immeuble est situé dans un Secteur d'Information sur les Sols (SIS) oui [ non X Aucun SIS ne concerne cette commune à ce jour Parties concernées Vendeur à le Credit Agricole co/ COLIN Thierry et Catherine à Acquéreur le Attention I S'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner le bien immobilier, ne sont pas mentionnés par cet état.



## Déclaration de sinistres indemnisés

### en application des articles L 125-5 et R125-26 du Code de l'environnement

Si, à votre connaissance, l'immeuble a fait l'objet d'une indemnisation suite à des dommages consécutifs à des événements ayant eu pour conséquence la publication d'un arrêté de catastrophe naturelle, cochez ci-dessous la case correspondante dans la colonne "Indemnisé".

#### Arrêtés CATNAT sur la commune

Risque		Début	Fin	JO	Indemnisé	
Sécheresse et réhydratation - Tassements différentiels		01/01/2017	31/12/2017	20/10/2018		
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue Mouvement de terrain		27/02/2010	01/03/2010	02/03/2010		
Sécheresse et réhydratation - Tassements différentiels		01/07/2005	30/09/2005	22/02/2008		
Sécheresse et réhydratation - Tassements différentiels		01/07/2003	30/09/2003	26/08/2004		
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue Mouvement de terrain		25/12/1999	29/12/1999	30/12/1999		
Sécheresse et réhydratation - Tassements différentiels		01/11/1996	31/08/1998	10/03/1999		
Sécheresse et réhydratation - Tassements différentiels		01/01/1993	31/10/1996	28/03/1998		
Sécheresse et réhydratation - Tassements différentiels		01/01/1991	31/12/1992	10/06/1994		
Sécheresse et réhydratation - Tassements différentiels		01/05/1989	31/12/1990	27/12/1991		
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue		07/04/1983	09/04/1983	18/05/1983		
Pour en savoir plus, chacun peut consulter en préfecture ou en mairie, le dossier départemental sur les risques majeurs, le document d'information communal sur les risques majeurs et, sur internet, le portail dédié à la prévention des risques majeurs : www.prim.net						
Préfecture : Niort - Deux-Sèvres Adresse de l'immeuble :			:			
Commune : Ménigoute 3 L		a Gueriniere				
	7934	10 Ménigo	ute			
	Fran	ce				

Etabli le :

Vendeur :

Acquéreur :

Credit Agricole co/ COLIN Thierry et Catherine

Réf. AURIK\_CA-COLIN221221FB\_SI02210459 - Page 6/10



## Prescriptions de travaux

Aucune

#### Documents de référence

Aucun

#### **Conclusions**

L'Etat des Risques délivré par e-maidiag en date du 22/12/2021 fait apparaître que la commune dans laquelle se trouve le bien fait l'objet d'un arrêté préfectoral n°79176-IAL-1 en date du 25/03/2019 en matière d'obligation d'Information Acquéreur Locataire sur les Risques Naturels, Miniers et Technologiques.

Selon les informations mises à disposition dans le Dossier Communal d'Information, le BIEN est ainsi concerné par :

- Le risque sismique (niveau 3, sismicité Modérée) et par la réglementation de construction parasismique EUROCODE 8
- Le risque Radon (niveau : significatif)

#### Sommaire des annexes

- > Arrêté Préfectoral n° 79176-IAL-1 du 25 mars 2019
- > Cartographie :
- Cartographie réglementaire de la sismicité

A titre indicatif, ces pièces sont jointes au présent rapport.

## Préfecture des Deux-Sèvres

79-2019-03-25-141

# 79176 MÉNIGOUTE IAL AP



Préfecture Direction du cabinet Service interministériel de défense et de protection civile

ARRÊTÉ N°79176\_IAL\_1 du 25 mars 2019
Relatif à l'état des risques et pollutions pour l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers situés sur le territoire de la commune de Ménigoute.

Le Préfet des Deux-Sèvres Chevalier de la Légion d'Honneur Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 125-5 à L. 125-7, R. 125-23 à R. 125-27, R563-4 et D563-8-1;

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 1333-22 et R. 1333-29;

Vu le code minier (nouveau), notamment l'article L. 174-5;

Vu l'arrêté interministériel du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon du territoire français;

Vu l'arrêté ministériel du 13 octobre 2005 modifié portant définition du modèle d'imprimé pour l'établissement de l'état des risques naturels et technologiques;

Vu l'arrêté préfectoral n°10 du 04 avril 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 mars 2019 relatif à la liste des communes des Deux-Sèvres concernées par l'obligation d'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques et pollutions;

Sur proposition du sous-préfet, directeur de cabinet;

#### ARRETE:

1/3

Article 1<sup>er</sup>: Les risques et pollutions générant l'obligation d'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers, auxquels la commune de Ménigoute est exposée sur tout ou partie de son territoire est la suivante:

Risques sismiques :

Niveau 3.

Risques Naturels :

Néant .

Risques technologiques :

Néant

Risques miniers :

Néant.

Classement en zone 3 : zone potentielle radon significatif;

Oui.

· Secteurs d'information sur les sols :

Néant.

Article 2: La liste des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer selon le risque ou la pollution concernée est la suivante:

Dans les zones couvertes par un plan de prévention des risques approuvés :

Le ou les documents graphiques,

Le règlement du plan,

La note de présentation (excepté pour les plans de prévention des risques technologiques).

Dans les zones couvertes par un plan de prévention des risques prévisibles ou prescrits :
 Les documents d'information élaborés à l'initiative d'une collectivité publique et tenus à la disposition du public.

Dans les zones sismiques de niveau 2 3 4 ou 5

Les articles R563-4 et D563-8-1 du Code de l'environnement.

Dans les zones à potentiel radon de niveau 3:

La fiche d'information sur le risque radon.

Dans les secteurs d'information sur les sols :

La fiche détaillée du (SIS) comprenant la liste précisant les parcelles concemées.

Article 3: Au regard de l'obligation d'information prévue au IV de l'article L125-5 du code de l'environnement, une liste actualisée des arrêtés ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique en Deux-Sèvres depuis l'année 1982, est consultable sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres http://www.deux-sevres.gouv.fr.

Article 4: L'ensemble des éléments nécessaires à l'élaboration de l'étal des risques et pollutions pour l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers peut-être consulté en mairie concernée, en préfecture ou sous-préfecture du département des Deux-Sèvres et, à partir du site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres <a href="http://www.deux-sevres.gouv.fr">http://www.deux-sevres.gouv.fr</a>.

Article 5 : Les informations mentionnées dans cet arrêté sont mises à jour dans les conditions définies à l'article R125-5 du code de l'environnement.

Article 6: Une copie du présent arrêté sera adressée au maire de la commune intéressée et à la chambre départementale des notaires.

Article 7: Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Deux-Sèvres, les mentions et modalités de sa consultation seront insérées dans un journal local.

Article 8 : L'arrêté préfectoral n°10 du 04 avril 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs est abrogé et remplacé, en toutes ses dispositions, par le présent arrêté.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet du préfet, les sous-préfets d'arrondissements et les maires du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Isabella-DAVID

